

(1)
(N° 67.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 JANVIER 1920.

Projet de loi

sur le sequestre et la liquidation des biens ennemis.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Aux termes de l'article 297 du Traité de Versailles, les puissances alliées ou associées se réservent le droit de retenir et de liquider tous les biens, droits et intérêts appartenant, à la date de la mise en vigueur du Traité, à des ressortissants allemands ou des sociétés contrôlées par eux sur leur territoire (litt. b). L'affectation du produit net de la liquidation est réglée par le même article (litt. h). En ce qui concerne les puissances qui, comme la Belgique, ont institué un office de vérification et de compensation pour régler les dettes d'avant-guerre, ce produit est porté au crédit de l'Allemagne, au titre de ses obligations de réparer, telles qu'elles sont définies par la Commission des Réparations (art. 243).

L'ensemble de ces dispositions permet de généraliser et de compléter, au point de vue de la réalisation du gage constitué par l'ensemble des biens ennemis existant en Belgique, les mesures décrétées par l'arrêté-loi du 10 novembre 1918, qui a organisé la déclaration et la mise sous séquestre des dits biens, et par l'arrêté royal du 18 avril 1919, visant l'exécution de cet arrêté-loi.

Par l'effet de la déclaration et de la mise sous séquestre, les biens ennemis se trouvant sur le territoire national à la date du 10 novembre 1918, ont été frappés d'indisponibilité. Cette mainmise absolue forme la base du système général d'attribution et de liquidation que le présent projet de loi a pour objet de consacrer.

Déjà des liquidations partielles ont été opérées. L'arrêté-loi les a autorisées, soit à titre conservatoire, dans le cas de choses périssables, soit pour payer des créanciers belges, alliés ou neutres, soit à toutes autres fins utiles (art. 11 et 12); et c'est par détermination de quelques-unes de ces fins utiles, à savoir la possibilité de procurer à l'industrie nationale des machines, appareils, outils, matières premières, ou produits intéressant la reconstitu-

tion économique du pays, que l'arrêté royal du 18 avril 1919 a prescrit la réalisation de certaines catégories d'entreprises ennemies.

En présence des stipulations du Traité de Versailles, qui valide toutes les dispositions déjà prises dans cet ordre d'idées, et qui proclame le droit absolu des puissances alliées et associées sur les biens ennemis, dans les termes que nous venons de rappeler, il n'est plus permis de différer l'application des conséquences qui résultent naturellement de la mainmise opérée par la séquestration générale.

Il paraît superflu d'insister sur l'intérêt économique capital qui s'attache à cette application.

Les réparations auxquelles l'Allemagne est tenue ne se poursuivront que graduellement, alors que l'intérêt public réclamerait des satisfactions totales immédiates. La liquidation des biens séquestrés aura à cet égard la valeur du paiement d'un acompte.

Le domaine privé de l'État a été saccagé par l'ennemi. Par l'attribution à l'État de certaines propriétés séquestrées, quelques compensations partielles pourront directement s'effectuer.

La possession de parts, dans nombre de nos affaires industrielles et commerciales, assurait à la pénétration économique allemande en Belgique des voies d'accès dont il est désormais nécessaire de bloquer l'entrée. La réalisation de ces parts permettra de *nationaliser* celles de nos entreprises que l'invasion des influences ennemies avait plus ou moins atteintes.

On voit ainsi que l'exécution du projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations, est intimement liée à la restauration économique du pays.

En ce qui concerne les modalités de liquidation, il suffira de faire remarquer, pour achever de caractériser la portée générale de la loi, que le projet reste conforme aux principes déjà établis par l'arrêté-loi du 10 novembre 1918.

Tout se passera à l'intervention de l'autorité judiciaire, dans les formes et avec les garanties que cette intervention comporte. Il a paru au Gouvernement que la sauvegarde des graves intérêts nationaux en cause ne pourrait être mieux assurée que par des mesures de cet ordre. Il peut toutefois être utile, pour des raisons d'ordre pratique, et moyennant l'autorisation du Gouvernement, de substituer à la liquidation judiciaire la cession amiable, à des ressortissants belges, de titres au porteur représentatifs de parts ou intérêts dans des sociétés belges et détenus par des porteurs allemands en dehors du territoire du royaume. Le projet consacre à cet effet une exception dont il est permis d'attendre d'importants résultats au point de vue de la nationalisation de nos affaires.

Aux termes de l'article 1^{er}, qui définit l'objet de la loi, celle-ci s'applique aux biens des ressortissants allemands ou des sociétés contrôlées par eux sur le territoire national. Ces expressions sont empruntées au texte de l'article 297 du Traité de Versailles, le seul des traités de paix qui ait jusqu'à présent reçu l'approbation du Parlement belge. Il est bon d'indiquer dès à présent, qu'en vertu de l'article final du projet (art. 23), les dispositions

qu'il prévoit seront immédiatement applicables aux biens, droits et intérêts appartenant à des ressortissants de nations ennemies ou de nations alliées à l'Allemagne, si les traités conclus ou à conclure avec ces nations accordent au Gouvernement belge des droits analogues à ceux que consacre la Section IV de la Partie X du Traité de Versailles, aussitôt que lesdits traités, dûment approuvés par la Législature, entreront en vigueur.

L'article 2, dont l'article 3 règle l'exécution, précise la notion du « ressortissant allemand » en excluant de l'application de la loi future les différentes catégories de personnes qui, en vertu même du Traité de paix, perdront la nationalité allemande. Il s'agit des cas où le changement de nationalité résulte du fait que certains territoires détachés de l'Allemagne subiront un transfert de souveraineté. Les exceptions de l'article 2 ne seront toutefois pas étendues à la population du Bassin de la Sarre, pour la raison qu'il s'écroulera quinze années avant que les habitants de ce territoire ne soient appelés à choisir la souveraineté sous laquelle ils désireront se voir placer. Il est évident que la longueur du délai ne permet pas de différer ici les opérations de liquidation qui concerneraient des biens ou des intérêts appartenant à des individus du Bassin de la Sarre. A défaut de l'exception stipulée à cet égard au 4° de l'article 2, ces biens devraient être éventuellement maintenus sous séquestre pendant quinze ans. Il n'a pas paru possible d'admettre une disposition aussi anormale.

L'article 4 exclut des mesures de déclaration, de séquestre, de liquidation et d'attribution, les biens, droits et intérêts appartenant à certains ressortissants allemands en faveur desquels des dispositions d'exception s'imposent pour d'impérieuses raisons d'ordre public ou d'équité. Il est à remarquer que le cas visé par le 1° de l'article, ne concerne les successions de sujets allemands décédés depuis le 10 novembre 1918, — date à laquelle la séquestration a pris cours, — que pour autant qu'elles soient dévolues en totalité à des parents en ligne directe, de nationalité belge. Rigoureusement, l'indisponibilité résultant de la séquestration a fait alors obstacle à la dévolution successorale : mais il paraît juste de relever certains héritiers ou futurs héritiers belges, de la déchéance dont les frapperait ici la rigueur du droit, soit en leur attribuant l'ensemble du patrimoine du *de cuius*, lorsqu'ils ne viennent pas en concours avec des étrangers, soit dans le cas contraire, et dans le cas de succession future, en les dédommageant, comme il est dit à l'article 17-2°, sur le produit de la liquidation.

Les autres exceptions prévues à l'article 4 concernant : les biens de la femme mariée qui n'a pas perdu sa nationalité belge, alliée ou associée, que par le fait de son mariage avec un Allemand ; l'habitation et le mobilier des Allemands ayant résidé en Belgique pendant une période ininterrompue de dix ans au moins ; les biens qui appartiennent à certains ressortissants allemands ayant rendu, ou dont les descendants ou alliés en ligne descendante ont rendu à la Belgique, pendant la guerre, des services signalés ; enfin, les prestations et les pensions alimentaires. Le bien-fondé de ces exceptions ne sera certes point contesté. Celles qui ont un caractère personnel sont subordonnées à la condition que l'intéressé n'ait participé, au cours de la guerre,

à aucun acte hostile à la Belgique, à ses alliés ou associés. L'acte hostile ici visé ne doit pas nécessairement constituer un fait de guerre : il conviendra donc d'exclure du bénéfice de l'exception les Allemands qui, sans avoir pris les armes contre les puissances de l'Entente, ont néanmoins prêté leur concours à l'administration allemande dans les territoires occupés ou manifesté leurs sympathies à la cause allemande par d'autres actes positifs.

Pour les mobiliers privés, ainsi que les objets ayant un caractère de souvenir de famille, l'article 5 propose une solution qui, semble-t-il, concilie le point de vue de l'intérêt économique national avec les considérations de l'ordre des sentiments dont il est assez difficile de se départir ici. A moins que l'État n'use à l'égard de ces choses de son droit de rétention, celles-ci seront restituées à leur propriétaire.

Les articles 6 et 7 règlent l'exécution des dispositions contenues dans les articles qui précèdent.

L'article 8 prescrit la déclaration et la mise sous séquestre des biens et intérêts allemands qui ne l'auraient pas été par l'application de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918.

Les articles 9, 10, 11, 12 et 13 ordonnent la liquidation des biens séquestrés et règlent la procédure de liquidation, dans les conditions et avec les garanties d'ordre judiciaire qui ont été indiquées précédemment. Ces garanties sont complétées par l'institution d'une commission consultative qui sera formée, conformément à l'article 21, au siège de chaque cour d'appel. L'intervention d'un collège d'experts et de techniciens, nommés par le Roi sur la présentation du Procureur Général près la cour d'appel, donnera au président du Tribunal, qui ordonne la liquidation et en fixe les conditions et modalités, ainsi qu'au ministère public, qui a pour mission de contrôler les séquestres liquidateurs, les moyens d'exercer leur mission en pleine connaissance de cause, et de prévenir les abus contre lesquels il est de toute nécessité de se garder dans une opération générale de liquidation aussi étendue et aussi complexe que celle décrétée par le projet de loi.

En vertu de l'article 14, l'État peut, jusqu'au moment de la vente, notifier au séquestre qu'il entend retenir tout ou partie des biens, droits et intérêts séquestrés. En pareil cas, le séquestre passe immédiatement à l'Administration des Domaines, qui peut ultérieurement, comme l'article 15 l'y autorise, acquérir ces biens en tout ou en partie. Si l'Administration des Domaines n'exerce pas ce droit d'acquisition, la liquidation se poursuivra sur sa requête, selon la procédure ordinaire. Mais, même lorsque le droit d'acquisition est exercé, la Commission consultative aura à intervenir pour évaluer les biens annexés au domaine. Cette évaluation est nécessaire à l'effet de déterminer, en pareil cas, le montant de la somme qui devra être portée au crédit de l'Allemagne, au titre de son obligation de réparer. En cas d'acquisition, l'attribution au domaine de l'État ne sera pas toutefois imposée d'une manière absolue : l'art. 16 permet alors la rétrocession des biens aux provinces, aux communes, ou à des établissements publics.

L'affectation du produit de la liquidation fait l'objet des art. 17, 18 et 19. Il est bien entendu que, conformément au Traité de Versailles, les disposi-

tions de ces articles ne concernent que l'actif, déduction faite du passif privilégié, hypothécaire et chirographaire.

L'art. 20 confirme, étend et précise les dispositions de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918, qui attribuait déjà le contrôle des séquestres au ministère public.

L'art. 21 vise l'institution de la commission consultative dont il a été question précédemment.

Par application du Traité de Versailles, (§ 10 de l'annexe à la Section IV, Partie X), les liquidations doivent s'étendre aux parts et intérêts dans les sociétés possédés par des ressortissants allemands, même lorsque les titres représentatifs de ces parts ne se trouvent pas en Belgique. Il est arrivé qu'antérieurement à la date de l'entrée en vigueur du Traité de Versailles, des titres de cette espèce aient fait l'objet, à l'étranger, de négociations régulières accomplies de bonne foi avec l'autorisation du Gouvernement, dans les cas où cette autorisation était requise en vertu de l'arrêté royal du 20 février 1919, pour lever l'interdiction des relations économiques avec l'ennemi, décrétée par l'arrêté-loi du 10 novembre 1916. Ces opérations ont eu pour objet et pour conséquence de substituer des intérêts belges aux intérêts allemands, et, par suite, de nationaliser les entreprises auxquelles elles se rapportaient. Elles ont donc été conformes aux intérêts économiques du pays. C'est pourquoi l'art. 22 stipule qu'il n'est porté aucun préjudice aux aliénations dont il s'agit. Par exception à l'art. 10, le même article confère, pour l'avenir, au Ministre des Affaires Économiques, la faculté de consentir à de nouvelles opérations de même espèce : il sera dérogé alors, comme il a été dit précédemment, à la règle de la liquidation judiciaire. Le Ministre sera tenu de prendre l'avis de la Commission consultative.

Enfin, l'art. 23 prévoit l'extension des dispositions du projet, comme il a été dit ci-dessus, aux biens, droits et intérêts des ressortissants de nations ennemies, autres que l'Allemagne.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

Le Ministre des Affaires Économiques,

HENRI JASPAR.



PROJET DE LOI

sur le séquestre et la liquidation des
biens ennemis.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres
de la Justice et des Affaires Econo-
miques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres de la Justice et des
Affaires Economiques présenteront en
Notre nom aux Chambres législatives
le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

En exécution de l'article 297 du
Traité de Versailles du 28 juin 1919,
seront réglées par les dispositions de la
présente loi : la déclaration, la mise
sous séquestre, la liquidation et l'at-
tribution de tous les biens, droits et
intérêts appartenant, à la date de
la mise en vigueur du Traité, à
des ressortissants allemands ou à des
sociétés contrôlées par eux sur le
territoire national, non compris le ter-
ritoire nouveau cédé à la Belgique en
vertu du Traité.

WETSONTWERP

op het in-bewaarderhand-stellen en
vereffenen van de goederen der
vijandelijke onderdanen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil.*

Op de voordracht van Onze Minis-
ters van Justitie en van Staathuis-
houdkundige Zaken,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Onze Ministers van Justitie en van
Staathuishoudkundige Zaken zullen
uit Onzen naam bij de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp indienen,
waarvan hierna den inhoud :

ARTIKEL ÉÉN.

Ter uitvoering van artikel 297 van
het verdrag van Versailles van 28 Juni
1919, zullen bij de beschikkingen van
deze wet worden geregeld : aangifte,
in-bewaarderhand-stelling, vereffe-
ning en toebedeeling van alle goede-
ren, rechten en aandeelen, toebehoor-
ende, den dag van het kracht worden
van het verdrag, aan Duitse onder-
hoorigen of aan vennootschappen door
hen gecontroleerd, op het grondgebied
des rijks, behoudens op het krachtens
het Verdrag aan België afgestaan
nieuw grondgebied.

ART. 2.

Ne sont pas considérés comme ressortissants allemands au sens de l'article premier :

1° Ceux qui, en vertu du Traité de paix, acquièrent de plein droit la nationalité d'une puissance alliée ou associée à la Belgique ou la nationalité d'une puissance neutre, à moins que, faisant usage d'une faculté concédée par le Traité, ils n'aient opté en faveur de l'Allemagne.

2° Ceux qui, en vertu de l'article 36 du Traité de Paix, acquerront de plein droit la nationalité belge.

3° Ceux qui, en vertu de l'article 4 de la loi du 23 octobre 1919, acquerront de plein droit la nationalité belge, mais seulement à partir du jour où le transfert de la souveraineté sera devenu définitif et à moins que les intéressés, usant d'une faculté concédée par la loi, n'aient opté en faveur de l'Allemagne.

4° Ceux qui, en vertu des dispositions du Traité de paix, à l'exception de l'article 49, peuvent acquérir de plein droit, à l'issue d'un plébiscite, la nationalité d'une puissance alliée ou associée à la Belgique ou la nationalité d'une puissance neutre, mais seulement à partir du jour où le transfert de la souveraineté sera devenu définitif et à moins que les intéressés, usant d'une faculté concédée par le Traité, n'aient opté en faveur de l'Allemagne.

ART. 3.

Les biens, droits et intérêts des

ART. 12.

Worden niet aanzien als Duitse onderhoorigen in den zin van artikel één :

1° Zij die op grond van het Vredesverdrag van rechtswege de nationaliteit van eene met België geallieerde of geassocieerde mogendheid of de nationaliteit van eene neutrale mogendheid verkrijgen, ten ware zij gebruik hebben gemaakt van een recht hun toegestaan bij het Verdrag, om de Duitse nationaliteit te verkiezen.

2° Zij die op grond van artikel 36 van het Vredesverdrag, van rechtswege het Belgische burgerschap verkrijgen.

3° Zij die krachtens artikel 4 van de wet van 23 October 1919, van rechtswege het Belgisch burgerschap verkrijgen doch alleenlijk van den dag af waarop de soevereiniteit voorgoed zal overgedragen zijn, ten ware de belanghebbenden, het hun bij de wet toegestaan recht te baat hebben genomen om de Duitse nationaliteit te verkiezen.

4° Zij die, bij uitzondering van de bij artikel 49 van het Vredesverdrag bedoelde rechthebbenden, krachtens dit verdrag van rechtswege na eene volksstemming, de nationaliteit verkrijgen van eene met België geallieerde of geassocieerde mogendheid of de nationaliteit van eene neutrale mogendheid, maar alleenlijk van den dag af, waarop de soevereiniteit voorgoed zal overgedragen zijn, ten ware de belanghebbenden het hun bij de wet verleend recht te baat hebben genomen om de Duitse nationaliteit te verkiezen.

ART. 3.

De goederen, rechten en aandeelen

personnes appartenant aux deux premières catégories énumérées dans l'article précédent ne sont pas soumis aux mesures prévues par la présente loi.

Ceux des personnes appartenant aux deux dernières catégories sont soumis aux mesures de déclaration et de séquestre, mais non à celles de liquidation et d'attribution, à moins que ces personnes ne conservent la nationalité allemande à l'issue de la consultation ou du plébiscite ou qu'ils ne la recouvrent par voie d'option. La mainlevée du séquestre ne pourra être demandée qu'à partir du transfert définitif de la souveraineté et pour autant que les intéressés n'aient pas opté en faveur de l'Allemagne.

ART. 4.

Sont exclus en outre des mesures de déclaration, de séquestre, de liquidation et d'attribution prévues par la présente loi, les biens, droits et intérêts visés à l'article premier et rentrant dans les catégories suivantes :

1° Ceux qui font partie de la succession d'un ressortissant allemand décédé depuis le 10 novembre 1918, lorsque cette succession, hormis la part revenant au conjoint survivant, est dévolue en totalité à des parents en ligne directe de nationalité belge.

2° Ceux qui appartiennent à une femme mariée qui a perdu sa nationalité belge, alliée ou associée uniquement par l'effet de son mariage, à moins que son mariage n'ait été contracté postérieurement au 4 août 1914, ou qu'elle n'ait, au cours de la guerre, participé à un acte hostile à la Belgique, à ses alliés ou associés.

van de in de twee eerste categorieën van voorgaand artikel begrepen personen, worden niet onderworpen aan de maatregelen voorzien bij deze wet.

Deze van personen, behorende tot de twee laatste categorieën worden onderworpen aan de maatregelen van aangifte en in-bewaarderhand-stelling, maar niet aan die van vereffening en toebedeeling, tenzij zij, na het volksreferendum of de volksstemming de Duitse nationaliteit behouden of ze bij keuze verkrijgen. De opheffing der in-bewaarderhand-stelling kan slechts worden aangevraagd na de bepaalde lijke overdracht van de soevereiniteit en in zoover de betrokkenen de Duitse nationaliteit niet hebben verkozen.

ART. 4.

Zijn bovendien uitgesloten van de maatregelen van aangifte, in-bewaarderhandstelling, vereffening en toebedeeling voorzien bij deze wet, de goederen, rechten en aandeelen bedoeld bij artikel één en vallende in hiernaststaande categorieën :

1° Zij welke deel uitmaken van de nalatenschap van eenen sedert 10 November 1918 overleden Duitser onderhoorige, wanneer deze nalatenschap, behoudens het aan den overlevenden echteling toekomende aandeel, gansch overgaat aan bloedverwanten in rechtstreeksche linie van Belgische nationaliteit.

2° Zij welke toebehooren aan een gehuwde vrouw, die haar Belgisch burgerschap of hare nationaliteit van eene geallieerde of geassocieerde mogendheid alleenlijk door haar huwelijk heeft verloren, ten ware haar huwelijk voltrokken werd na den 4ⁿ Augustus 1914, of dat zij, tijdens den oorlog, vrijwillig deel genomen hadde

3° Les maisons qui, habitées par le propriétaire, appartiennent à des ressortissants allemands ayant résidé en Belgique, sans interruption, pendant 10 ans au moins, avant le 4 août 1914, ainsi que les meubles meublant les dites maisons, à condition que les intéressés n'aient, au cours de la guerre, participé à aucun acte hostile à la Belgique, à ses alliés ou associés.

4° Ceux qui appartiennent à un ressortissant allemand qui a servi avec honneur dans les armées belges, alliées ou associées, ou qui a rendu à la Belgique, pendant la guerre, d'autres services signalés.

5° Ceux qui appartiennent à un ressortissant allemand dont un ou plusieurs descendants ou alliés en ligne descendante ont servi avec honneur dans les armées belge, alliées ou associées, à condition qu'il ait établi sa résidence en Belgique avant le 4 août 1914 et que, pendant la guerre, il n'ait participé à aucun acte hostile à la Belgique, à ses alliés ou associés.

6° Les pensions et prestations ayant un caractère alimentaire.

ART. 5.

Ne seront pas soumis à liquidation les mobiliers privés ainsi que tous les objets ayant un caractère de souvenir de famille, à l'égard desquels l'État n'userait pas de son droit de rétention.

aan, eene tegenover België of zijne bondgenooten vijandelijke daad.

3° De door den eigenaar bewoonde huizen, welke toebehooren aan duit-sche onderhoorigen, die vóór den 4ⁿ Augustus 1914, gedurende minstens 10 jaar zonder onderbreking in België hebben verbleven, alsmede het huisraad dezer woningen, op voorwaarde dat de betrokkenen tijdens den oorlog geen deel genomen hebben aan eene tegenover België of zijne geallieerden of geassocieerden vijandelijke daad.

4° Zij welke toebehooren aan eenen duit-schen onderhoorige die eervol in het Belgisch leger of in de legers van de geallieerde of geassocieerde mogendheden heeft gediend, of andere uitstekende diensten heeft bewezen aan België tijdens den krijg.

5° Zij welke toebehooren aan eenen duit-schen onderhoorige, van denwelke een of meer nazaten of bloedverwanten in nederdalende linie eervol in het Belgisch leger of in de geallieerde legers hebben gediend, mits hij vóór 4ⁿ Augustus 1914 zijn verblijf in België hebbe gevestigd en tijdens den oorlog zich onthouden hebbe van alle deelneming aan eene tegenover België of zijne geallieerden of geassocieerden vijandelijke daad.

6° De tot onderhoud strekkende jaargelden en uitkeeringen.

ART. 5.

De private meubelen alsook alle familieherinneringsvoorwerpen, ten aanzien waarvan de Staat van zijn recht van weerhouding niet zoude gebruik maken, zullen aan geene ver-effening worden onderworpen.

ART. 6.

Dans les cas visés aux articles 2, 4 et 5, le Ministère public ainsi que tout intéressé peuvent demander la mainlevée du séquestre, par requête adressée au Président du Tribunal du lieu de la séquestration. Le Président statuera sur la requête conformément aux règles établies par les lois de procédure en matière de référés civils et après avoir pris, le cas échéant, l'avis du Ministère public.

L'appel sera recevable abstraction faite de toute évaluation et sera jugé d'après les mêmes règles. Le droit d'appel appartient au Ministère public et à tout intéressé partie en première instance.

L'appel est suspensif.

La cessation de la mise sous séquestre n'invalide aucun des actes régulièrement établis par le séquestre durant sa mission. Les frais restent à charge de la masse séquestrée.

ART. 7.

Lorsque, dans les cas visés aux articles 2 et 4, des biens, droits et intérêts ont déjà été liquidés par application de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 et de l'arrêté royal du 18 avril 1919, le produit de la liquidation, déduction faite des frais, sera attribué aux personnes lésées par cette mesure ou à leurs ayants-droit.

ART. 6.

Het openbaar Ministerie alsmede elk belanghebbende kan, in de gevallen bedoeld bij artikelen 2, 4 en 5, de heffing van de in-bewaarderhand-stelling aanvragen bij middel van een verzoekschrift gericht aan den voorzitter van de Rechtbank van de plaats der in-bewaarderhand-stelling. De voorzitter zal over het verzoekschrift uitspraak doen overeenkomstig de wetten van rechtspleging in zake burgerlijke kortgedingen, en na, in voorkomend geval, liet advies van het openbaar ministerie te hebben ingenomen.

Het beroep zal ontvankelijk zijn, afgezien van alle schatting en daarover zal er naar dezelfde regelen uitspraak worden gedaan. Het recht op hooger beroep behoort aan het Openbaar Ministerie en aan allen belanghebbende, partij in eersten aanleg.

Het beroep is schorsend.

Het ophouden van de in-bewaarderhand-stelling maakt geene door den bewaarder gedurende zijne zending regelmatig verrichte daad ongel dig. De kosten blijven ten laste van den in-bewaarderhand-gestelden boedel.

ART. 7.

Wanneer er bij artikelen 2 en 4 bedoelde gevallen behorende goederen, rechten en aandeelen bij toepassing van het wet-besluit van 10^{en} November 1918, en van het koninklijk besluit van 18 April 1919, reeds verreftend werden, zal de opbrengst van de vereffening, na aftrek van de kosten, toegewezen worden aan de door deze maatregelen benadeelde personen of aan hunne rechthebbenden.

Toutefois, en ce qui concerne les biens appartenant aux personnes visées à l'article 2, 3° et 4°, l'attribution du produit de la liquidation ne se fera de la manière spécifiée ci-dessus qu'à partir du transfert définitif de la souveraineté, et pour autant que les intéressés n'aient pas opté en faveur de l'Allemagne.

Si, dans les cas visés au présent article, il y a désaccord entre les liquidateurs et les ayants-droit, le président qui a rendu l'ordonnance de liquidation statue en dernier ressort sur requête, après avoir pris l'avis du Ministère public.

ART. 8.

Tous les biens, droits et intérêts visés à l'article 1^{er} et ne rentrant dans aucune des catégories exceptionnelles dont il est question aux articles 2, 4 et 5, seront déclarés et mis sous séquestre, conformément à l'arrêté-loi du 10 novembre 1918, s'ils ne l'ont déjà pas été par application du dit arrêté-loi.

ART. 9.

Les biens, droits et intérêts séquestrés seront liquidés conformément à la présente loi, s'ils ne l'ont pas déjà été par application de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 et de l'arrêté royal du 18 avril 1919.

ART. 10.

La liquidation est autorisée par ordonnance du président du Tribunal de première instance du lieu de la

Wat betreft de aan bij artikelen 2, 3° en 4°, bedoelde personen toebehorende goederen, zal de toewijzing van de opbrengst der vereffening slechts op hierboven bepaalde wijze geschieden van af de bepaaldelijke overdracht van de soevereiniteit en zoover de belanghebbenden de Deutsche nationaliteit niet hebben verkozen.

Zijn, in de bij onderhavig artikel bedoelde gevallen, de vereffenaars en belanghebbenden het niet eens, zoo doet de Voorzitter die het bevel tot vereffening heeft uitgesproken bij hoogstgewijsde uitspraak op aanzoek, na het advies van het openbaar ministerie te hebben ingenomen.

ART. 8.

Al de bij artikel één bedoelde goederen, rechten en aandeelen, die niet behooren tot de uitzonderingscategorieën, waarvan sprake bij artikelen 2, 4 en 5, zullen aangegeven en in bewaarderhand worden gesteld overeenkomstig het wet-besluit van 10^{en} November 1918, zoo zulks bij toepassing van voormeld wet-besluit nog niet is geschied.

ART. 9.

De in bewaarderhand gestelde goederen, rechten en aandeelen zullen vereffend worden overeenkomstig deze wet, zoo bij toepassing van het wet-besluit van 10^{en} November 1918 en van het koninklijk besluit van 18^{en} April 1910, zulks nog niet is geschied.

ART. 10.

Er wordt tot vereffening machtiging verleend, op bevel van den voorzitter van de Rechtbank van eersten aanleg

séquestration. Cette ordonnance est rendue sur requête du séquestre déterminant l'époque, les conditions et les modalités de la liquidation.

Le président ne statue qu'après avoir entendu le Ministère public. Si les biens et intérêts dont la liquidation est demandée ont, d'après l'inventaire fait par le séquestre, une valeur supérieure à 50,000 francs, il prend, en outre, l'avis de la commission consultative constituée comme il est dit à l'article 21.

Cette Commission fixera le prix minimum de la mise en vente.

La vente a lieu par adjudication publique. Il peut toutefois être dérogé à cette règle dans des cas exceptionnels, mais seulement de l'avis conforme du séquestre et du Ministère public et éventuellement de la commission consultative, lorsque les biens et intérêts ont une valeur supérieure à 50,000 francs, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

ART. 11.

Le Ministère public peut interjeter appel de l'ordonnance rendue par le président.

L'appel est suspensif.

Il sera recevable abstraction faite de toute évaluation et soumis aux règles de la procédure en matière de référés civils.

ART. 12.

La liquidation s'opère, conformément aux prescriptions de l'ordonnance, par les soins du séquestre.

van de plaats der in-bewaarderhandstelling. Dit bevel wordt uitgevaardigd op verzoekschrift van den bewaarder, houdende bepaling van het tijdstip, van de voorwaarden en van de wijzen van de vereffening.

De Voorzitter doet slechts uitspraak na het Openbaar Ministerie te hebben gehoord. Zoo de goederen en aandelen waarvan de vereffening wordt gevraagd, naar den door den bewaarder opgemaakten inventaris, meer dan 50,000 frank waarde hebben, wint hij bovendien het advies in van de Commissie voor advies, ingesteld zooals gezegd bij artikel 21.

Deze Commissie zal de minimumprijs van de tekoopstelling vaststellen.

De verkoop heeft plaats bij openbare tekoopstelling. Er kan echter van dezen regel afgeweken worden in uitzonderingsgevallen maar alleenlijk bij eensluidend advies van bewaarder en openbaar Ministerie en desvoorkomend van de commissie voor advies, wanneer de goederen en aandelen meer dan 50,000 frank waarde hebben, zooals hierboven is gezegd.

ART. 11.

Het openbaar Ministerie kan hooger beroep inslaan tegen het door den Voorzitter uitgevaardigd bevel.

Het beroep is schorsend.

Het zal ontvankelijk zijn, afgezien van alle schatting en onderworpen worden aan de regelen der rechtspleging in zake burgerlijke kortgedingen.

ART. 12.

De vereffening wordt overeenkomstig de voorschriften van het bevel door het toedoen van den bewaarder bewerkstelligd.

Le président peut, s'il le juge utile, lui adjoindre un ou plusieurs liquidateurs.

ART. 13.

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux demandes de liquidation introduites par application de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 et de l'arrêté royal du 18 avril 1919.

ART. 14.

L'Etat peut, jusqu'au moment de la vente, notifier au séquestre qu'il entend retenir tout ou partie des biens, droits et intérêts placés sous séquestre.

Le séquestre des biens, droits et intérêts passe, dans ce cas, immédiatement à l'administration des domaines qui est substituée aux droits et obligations du séquestre nommé par le Président du Tribunal.

ART. 15.

Dans le cas où l'Etat désirerait acquérir tout ou partie des biens, droits et intérêts placés sous séquestre, l'Administration des domaines en fait la notification au Procureur du Roi.

Ces biens, droits et intérêts sont alors portés en compte à l'Etat au prix minimum fixé par la commission consultative.

ART. 16.

L'Administration des domaines, qui a exercé au compte de l'Etat le droit dont il s'agit à l'article 13, a la faculté

De Voorzitter kan dezen een of meer vereffenaars toevoegen, zoo hij het oorbaar acht.

ART. 13.

De beschikkingen van deze wet zijn toepasselijk op de aanvragen tot vereffening ingediend bij toepassing van het wet-besluit van 10 November 1918 en van het koninklijk besluit van 18 April 1919.

ART. 14.

De Staat kan, tot op het oogenblik van den verkoop, den bewaarder be- teekenen dat het in zijne bedoeling ligt de in bewaarderhand gestelde goederen, rechten en aandeelen te zamen of gedeeltelijk te weerhouden.

De in-bewaarderhand-stelling gaat in dit geval onmiddellijk over tot het beheer van domeinen, dat in rechten en verplichtingen wordt gesteld van den door den voorzitter der rechtbank benoemden bewaarder.

ART. 15.

In geval dat de Staat in bewaarderhand gestelde goederen, rechten en aandeelen te zamen of deels zou willen aanwerven, geeft het beheer van Domeinen daarvan kennis aan den Prokureur des Konings.

Deze goederen, rechten en aandeelen worden den Staat in rekening gebracht tegen den minimum prijs, bepaald door de Commissie voor advies.

ART. 16.

Het beheer van Domeinen dat op rekening van den Staat het recht heeft uitgeoefend, waarvan sprake bij

de rétrocéder sans frais et à l'amiable aux provinces, aux communes et aux établissements publics, les biens ainsi acquis.

ART. 17.

Seront prélevés sur le produit de la liquidation, même si celle-ci a été faite antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi :

1° Les frais de séquestre et de liquidation.

2° Les sommes nécessaires pour attribuer aux descendants belges des ressortissants allemands dont les biens ont été liquidés, une indemnité proportionnée à la part successorale qui leur revient ou qui leur reviendrait, en cas d'ouverture de la succession, dans le produit des biens liquidés.

Cette disposition est applicable aux héritiers en ligne directe de nationalité alliée ou associée, à charge de réciprocité.

Si, dans les cas visés au 2° du présent article, il y a désaccord entre les liquidateurs et les ayant-droits, le président qui a rendu l'ordonnance de liquidation statue en dernier ressort sur requête, après avoir pris l'avis du Ministère Public.

ART. 18.

Le solde net de la liquidation est versé au Trésor pour recevoir l'affectation prévue par l'article 297, littéra h) du Traité de Versailles.

artikel 15, vermag de alzoo aangeworven goederen zonder kosten en in der minne wederafstaan aan de provinciën, gemeenten en openbare inrichtingen.

ART. 17.

Zullen voorafgenomen worden op de opbrengst der vereffening, zelfs zoo deze het van kracht worden van deze wet is voörafgegaan :

1° De kosten van in-bewaarderhandstelling en vereffening ;

2° De sommen benoodigd voor het toekennen aan de Belgische afstammelingen van de Duische onderhorigen, wier goederen vereffend werden, van eene vergoeding geëvenredigd met het deel van de nalatenschap dat hun toekomt of hun toekomen zou in geval van openvallen der erfenis, op de opbrengst der vereffende goederen.

Op de erfgenamen in rechtstreekse linie en behorende tot de nationaliteit van een geallieerd of geassocieerd land, onder beding van wederkeerigheid, kan deze beschikking toegepast worden.

Zoo in de bij 2° van dit artikel bedoelde gevallen, vereffenaars en rechthebbers het niet eens zijn, doet de voorzitter, die het bevel tot vereffening heeft gegeven, in hoogst gewijsde uitspraak op aanzock, na het advies van het Openbaar Ministerie te hebben ingewonnen.

ART. 18.

Het zuiver saldo van de vereffening wordt in de Schatkist gestort, om bestemd te worden zooals voorzien is bij artikel 297, littera h) van het Verdrag van Versailles.

ART. 19.

Les frais de séquestre et de liquidation des entreprises dont l'actif serait insuffisant à les couvrir, ainsi que les frais généraux de contrôle de l'administration des séquestres, sont prélevés sur la masse des biens liquidés versés au Trésor conformément à l'article 18.

ART. 20.

Le contrôle des séquestres est exercé par le Ministère public qui peut requérir telles expertises que de droit.

Il peut être assisté, dans l'accomplissement de sa mission, d'un ou plusieurs fonctionnaires des domaines désignés par le Ministère des Finances à la demande du Procureur Général.

Ces fonctionnaires pourront être chargés de dresser, à l'intervention des séquestres, les actes relatifs à la liquidation.

ART. 21.

Il est institué au siège de chaque Cour d'Appel, une Commission consultative présidée par le Procureur Général près la Cour d'Appel et dont les membres sont nommés par le Roi, sur une liste double présentée par ce magistrat.

Un arrêté royal fixe le nombre des membres de ces Commissions consultatives, règle le fonctionnement de celles-ci et détermine les indemnités à allouer à leurs membres et à leur personnel.

ART 19.

De kosten van in-bewaarderhandstelling en vereffening van de ondernemingen waarvan de baten ontoereikend zouden zijn om deze te dekken zoomede de algemeene toezichtskosten van het beheer der bewaarders, worden voorafgenomen op den boedel van de in de Schatkist overeenkomstig artikel 18 gestorte vereffende goederen.

ART. 20.

De controle over de in-bewaarderhandstellingen wordt uitgeoefend door het Openbaar Ministerie dat zoodanige deskundige onderzoekingen als naar rechten kan vorderen.

Het kan, bij het volbrengen zijner taak, bijgestaan worden door een of meer ambtenaren van Domeinen, aangeduid door den Minister van Financiën op verzoek van den Prokureur Generaal.

Deze ambtenaren kunnen op aanzoek der bewaarders worden belast met het opmaken van de akten rakende de vereffening.

ART. 21.

Ten zetel van elk Hof van beroep wordt eene kommissie voor advies ingesteld, voorgezeten door den Prokureur Generaal bij het Hof van beroep en waarvan de leden worden benoemd door den Koning op een dubbele lijst ingediend door dezen magistraat.

Een koninklijk besluit bepaalt het aantal leden dezer kommissiën voor advies, regelt dezer werking en bepaalt de aan hare leden en personeel toe te kennen vergoedingen.

Le Roi peut prendre toutes autres dispositions propres à assurer l'exécution de la présente loi.

ART. 22.

Sont valables, tous actes de gestion et de disposition accomplis de l'assentiment du Ministre des Affaires Economiques avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, au bénéfice de ressortissants belges, alliés, associés ou neutres.

Par dérogation à l'article 10 de la présente loi, le Ministre des Affaires Economiques peut, après avoir pris l'avis de la Commission consultative, autoriser la cession, à des ressortissants belges, des actions, obligations ou autres valeurs mobilières des sociétés visées au paragraphe 10 de l'annexe à la Section IV de la partie X du Traité de Versailles.

ART. 23.

Les dispositions de la présente loi seront applicables aux biens, droits et intérêts appartenant à des ressortissants de nations ennemies ou de nations alliées à l'Allemagne, si les traités conclus ou à conclure avec ces nations accordent au Gouvernement belge des droits analogues à ceux que consacre la Section IV de la partie X du Traité de Versailles.

Donné à Bruxelles, le 27 janvier 1920.

De Koning kan alle andere gepaste beschikkingen treffen, tot de zekere uitvoering van deze wet.

ART. 22.

Zijn geldig : alle daden van beheer en van beschikking verricht met toestemming van den Minister van Staatshuishoudkundige Zaken, vóór den datum van het van kracht worden van deze wet, ten voordeele van Belgische, geallieerde, geassocieerde of neutrale onderhoorigen.

Met afwijking van artikel 10 van deze wet, kan de Minister van Staatshuishoudkundige Zaken, na het advies van de Commissie voor advies te hebben ingenomen, de overlating aan Belgische onderhoorigen toestaan van aandeelen, schuldbrieven of andere roerende waarden van de bij paragraaf 10 van de bijlage van Afdeling IV, van deel X van het Verdrag van Versailles bedoelde vennootschappen.

ART. 23.

De beschikkingen van deze wet zullen toepasselijk zijn op de goederen, rechten en aandeelen toebehorende aan onderhooriger van vijandelijke of van met Duitschland verbonden natiën, zoo de met deze natiën gesloten of te sluiten verdragen aan de Belgische Regeering gelijke rechten verleen en aan die welke Afdeling IV van deel X van het Verdrag van Versailles vastlegt.

Gegeven te Brussel, den 27 Januari 1920.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van s' Konings wege :
De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

Le Ministre des Affaires Économiques,

De Minister van Staatshuishoudkundige Zaken,

HENRI JASPAR.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 JANUARI 1920.

Wetsontwerp

op het in-bewaarderhand-stellen en vereffenen van de goederen der vijandelijke onderdanen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Naar luid van artikel 297 van het Vredesverdrag van Versailles bedingen de geallieerde of geassocieerde Mogendheden zich het recht al de goederen, rechten en aandeelen te weerhouden en te vereffenen toebehoorende, den dag van het van kracht worden van het Verdrag, aan Duitsche onderhoorigen of aan vennootschappen door hen gecontroleerd op hun grondgebied (litt. b). De bestemming van de zuivere opbrengst der vereffening wordt bij hetzelfde artikel (litt. b) geregeld. Voor de Mogendheden die evenals België eenen afrekeningsdienst hebben ingesteld om de schulden van vóór den oorlog te regelen, wordt deze opbrengst op het krediet van Duitschland gebracht, ten aanzien van zijne verplichtingen tot herstel, zooals zij door de Kommissie voor Herstel zijn bepaald. (Art. 243.)

Deze gezamenlijke beschikkingen laten toe de maatregelen te veralgemeenen en aan te vullen welke werden uitgevaardigd bij het wet-besluit van 10 November 1918, houdende regeling van de aangifte en in-bewaarderhand-stelling van bedoelde goederen, alsmede bij het Koninklijk besluit van 18 April 1919, dat de uitvoering van voormeld wet-besluit ten doel heeft.

Ten gevolge van de aangifte en in-bewaarderhand-stelling kan er over de op 10 November 1918 op het Rijksgrondgebied bevindende goederen van vijandelijke onderhoorigen niet worden beschikt. Dit volstrekt beslag strekt tot grondslag van het algemeen stelsel van toebedeeling en vereffening waarvan de invoering door dit wetsontwerp beoogd wordt.

Reeds werden er gedeeltelijke vereffeningen gedaan, op grond van het wet-besluit dat daartoe machtigde, hetzij wanneer men diende vergankelijke zaken te vrijwaren, hetzij om Belgische, geallieerde of neutrale schuld-eischers te betalen, hetzij tot alle verdere gepaste doeleinden. Met enkele

dezer gepaste doeleinden te bepalen, te weten de mogelijkheid om aan 's lands nijverheid machines, toestellen, werktuigen, grondstoffen of producten te verschaffen, kunnende dienen tot 's lands economisch herstel, heeft het Koninklijk besluit van 18 April 1919 het te gelde-maken kunnen voorschrijven van zekere categoricën vijandelijke ondernemingen.

Gezien de bepalingen van het Verdrag van Versailles, dat al de in verband hiermede getroffen beschikkingen bekrachtigt, en het volstrekt recht van de geallieerde en geassocieerde mogendheden op de vijandelijke goederen afkondigt in de bewoordingen, welke wij daareven hebben aangehaald, kan men de toepassing niet meer uitstellen van de gevolgen, welke natuurlijker wijze uit het bij de algemeene in-bewaarderhand-stelling verricht beslag voortspuiten.

Het ware blijkbaar overbodig verder het gewichtig economisch belang te doen uitschijnen welk met deze toepassing in verband staat.

Het herstel waartoe Duitschland genoodzaakt is, kan slechts geleidelijk worden verwezenlijkt, terwijl het openbaar belang onmiddellijke en algeheele voldoening zou vergen.

De vereffening van de in-bewaarderhand-gestelde goederen zal te dien aanzien de waarde hebben van eene betaling op afrekening.

Het bijzonder Staatsdomein is door den vijand verwoest geweest. Bij toewijzing aan den Staat van zekere in-bewaarderhand-gestelde eigendommen, kunnen enkele gedeeltelijke vergoedingen rechtstreeks worden volbracht.

Het bezit van aandeelen in tal van onze nijverheids- en handelszaken, maakte voor de Deutsche economische doordringing wegen open, welke voortaan dienen versperd.

Het te gelde maken dezer aandeelen zal het *nationaliseeren* mogelijk maken van zekere onzer ondernemingen, waar 's vijands invloed min of meer sterk was geworden.

Alzoo blijkt het dat de uitvoering van het wetsontwerp, welke wij de eer hebben aan uwe beraadslaging te onderwerpen, nauw met 's lands economisch herstel in verband staat.

Wat de vereffeningswijzen betreft — om verder de algemeene kracht van de wet af te lijnen, zal het volstaan te doen aanmerken dat het ontwerp in overeenstemming blijft met de reeds bij het wet-besluit van 10 November 1918 gevestigde beginselen.

Alles zal beredderd worden door tusschenkomst van de rechterlijke overheid in de vormen en met de waarborgen welke deze tusschenkomst medebrengt.

Naar de meening der Regeering, kon de vrijwaring van de gewichtige nationale belangen welke in 't spel zijn, niet beter verzekerd worden dan door maatregelen van dien aard.

Om redenen van practischen aard en mits de toelating van de Regeering, kan het echter nuttig zijn de rechterlijke vereffening te vervangen door de overlating in der minne, aan Belgische onderhoorigen, van titels aan houder, welke aandeelen in Belgische vennootschappen vertegenwoordigen, en in handen zijn van Deutsche houders, buiten het rijksgebied. Het ontwerp

voorziet te dien einde eene uitzondering, waarvan men gewichtige uitslagen kan verwachten ten aanzien van de nationalisecring onzer zaken.

Naar de bewoordingen van artikel I, dat het doel van de wet bepaalt, is deze wet toepasselijk op de goederen van de Duitsche onderhooringen of van vennootschappen staande onder hunne controle op het grondgebied des rijks. Deze woorden zijn ontleend aan den tekst van artikel 297 van het verdrag van Versailles, het eenige vredesverdrag dat vooralsnog door het Belgisch parlement werd bekrachtigd. Het is niet ongepast van nu afaan aan te duiden dat krachtens het eindartikel van het ontwerp (art. 23) de hierbij voorziene beschikkingen onmiddellijk toepasselijk zullen zijn op de goederen, rechten en aandeelen toebehoorende aan onderhoorigen van vijandelijke of met Duitschland verbonden natiën, zoo de met deze natiën gesloten of te sluiten verdragen aan de Belgische Regeering gelijke rechten verleen en aan die, welke Afdeeling IV van Deel X van het Verdrag van Versailles vastlegt, zoodra gezegde verdragen, na behoorlijke goedkeuring door de Wetgeving, van kracht zullen worden.

Artikel 2 waarvan artikel 3 de uitvoering regelt, verduidelijkt de betekenis van « Duitsche onderhoorige » met van de toepassing der toekomstige wet de verschillende categorieën personen uit te sluiten die krachtens het vredesverdrag zelf, de Duitsche nationaliteit verliezen. Het gaat hier om gevallen, waarbij de verandering van nationaliteit ontstaat uit de overdracht van soevereiniteit van zeker grondgebied welk aan Duitschland zal ontnomen worden. De uitzonderingen van art. 2 zullen evenwel niet worden uitgebreid tot de bevolking van het Saarbekken, om reden dat er vijftien jaar moeten verlopen vooraleer deze bevolking aanzocht zal worden de soevereiniteit te verkiezen, waaronder zij gaarne zou willen geplaatst zijn. Het ligt voor de hand dat gezien dien langen termijn men niet verder kan wachten naar de vereffening van de goederen of aandeelen, welke aan eenlingen uit het Saarbekken toebehooren. Bij gemis aan de uitzondering desaangaande bepaald bij 4° van art. 2, zouden die goederen desvoorkomend gedurende vijftien jaar in bewaarderhand dienen blijven gesteld. Het kwam onmogelijk voor zulk eene abnormale beschikking te aanvaarden.

Bij artikel 4 worden de goederen, rechten en aandeelen toebehoorende aan zekere Duitsche onderhoorigen, ten bate derwelken er uitzonderingsbepalingen om gebiedende redenen van openbaar belang en rechtvaardigheid noodzakelijk zijn, uitgesloten van de maatregelen van aangifte, in bewaarderhand-stelling, vereffening en toebedeeling. Er dient opgemerkt dat het bij het 4° van dit artikel bedoeld geval slechts de nalatenschappen betreft van sedert 10 November 1918 — dag waarop met het in-bewaarderhand-stellen werd aangevangen — overleden Duitsche onderdanen, in zover zij algeheel overgaan aan bloedverwanten in rechtstreeksche linie van Belgische nationaliteit. Slijt genomen heeft de uit de in-bewaarderhand-stelling voortspruitende onbeschikbaarheid het overgaan van nalatenschappen toen verhinderd, maar billijker wijze dient ten bate van zekere Belgische erfgenamen of toekomstige Belgische erfgenamen het verval opgeheven, waarmede het strenge recht hen treft, hetzij met hun den ganschen erfboe-

del van den *de cijus* toe te kennen, zoo er geene vreemde mede-erfgenamen zijn, of met hen, in tegenovergesteld geval, en in geval van toekomstige erfenis op de opbrengst der vereffening te vergoeden, zooals bepaald bij artikel 17 — 2^o.

De overige bij artikel 4 voorziene uitzonderingen, betreffen de goederen van de gehuwde vrouw die haar Belgisch burgerschap of hare nationaliteit van eene geallieerde of geassocieerde Mogendheid alleenlijk door haar huwelijk met eenen Duitscher heeft verloren, de woning en het huisraad van Duitschers die gedurende een tijdperk van minstens tien jaar onafgebroken verbleven hebben in België, de goederen van zekere Duitse onderhorigen die zelf of wier nazaten of bloedverwanten in nederdalende linie aan België uitstekende diensten tijdens den oorlog hebben bewijzen, en eindelijk de tot onderhoud strekkende jaargelden, en uitkeeringen. Dat deze uitzonderingen gegrond zijn zal voorzeker niemand betwisten.

Wat de private meubelen en familicherinneringsvoorwerpen betreft, stelt artikel 5 eene oplossing voor, welke naar het blijkt, strookt en met het standpunt van 's rijks economisch belang en met de beschouwingen van sentimenteelen aard, waarvan men bewaarlijk hier zich zoude kunnen onttrekken.

Ten ware de Staat van zijn recht van weerhouding ten deze zoude gebruik maken, zullen deze voorwerpen aan hunnen eigenaar teruggegeven worden.

Artikelen 6 en 7 houden regeling van de in voorgaande artikelen vervatte beschikkingen.

Bij artikel 8 wordt de aangifte en de in-bewaarderhand-stelling voorgeschreven van de Duitse goederen en aandeelen welke bij toepassing van het wet-besluit van 10 November 1918 het niet zouden geweest zijn.

Welnu Duitschland heeft sedert den 10^{en} Januari 1920 opgehouden eene vijandelijke natie te zijn, dewijl het Verdrag van Versailles dien datum van kracht is geworden. De bijzondere beschikking voorzien bij artikel 8 is dus noodzakelijk om de desvoorkomend gepleegde nalatigheid te herstellen.

Bij artikelen 9, 10, 11, 12 en 13 wordt de vereffening bevolen van de in-bewaarderhand-gestelde goederen en de wijze van vereffening geregeld in de voorwaarden en met de rechterlijke waarborgen, zooals hierboven bedoeld. Deze waarborgen worden versterkt door de instelling van eene commissie voor advies welke overkomstig art. 21 ten zetel van elk Hof van Beroep zal worden tot stand gebracht. De tusschenkomst van een college van deskundigen en technici benoemd door den Koning, op de voordracht van den Procureur Generaal van het Hof van Beroep, zal aan den voorzitter der rechtbank die de vereffening beveelt en er de voorwaarden en wijzen van bepaalt, zoornede aan het openbaar ministerie dat als taak heeft de bewaardersvereffenaars te controleeren, de middelen geven om hunne opdracht met volle zakenkennis te volbrengen, en de misbruiken te voorkomen waarvoor het hoogst noodig is zich te hoeden in eene zoo uitgebreide en ingewikkelde algemeene vereffeningsverrichting als deze uitgevaardigd bij het wetsontwerp.

Krachtens artikel 14 kan de Staat, tot op het oogenblik van den verkoop,

den bewaarder beteekenen dat het in zijne bedoeling ligt de in-bewaarderhand-gestelde goederen, rechten en aandeelen te zamen of gedeeltelijk te weerhouden. In dergelijk geval, gaat de in-bewaarderhand-stelling over tot het beheer van Domeinen, dat later, zooals artikel 15 het ertoe machtigt, deze goederen te zamen of gedeeltelijk kan aanwerven. Zoo het beheer van Domeinen dit aanwervingsrecht niet uitoefent, zal de vereffening worden voortgezet op zijn verzoek, naar de gewone rechtspleging. Edoch, zelfs wanneer het aanwervingsrecht wordt uitgeoefend, zal de Kommissie voor advies dienen op te treden om de bij het domein gevoegde goederen te schatten. Deze schatting is noodzakelijk om in dergelijk geval het bedrag te bepalen van de som welke op het krediet van Duitschland moet worden gebracht, ten aanzien van zijne verplichting tot herstel. In geval van aanwerving, zal de toebedeeling aan het domein van de Staat evenwel niet op volstrekte wijze worden opgelegd : bij artikel 16 wordt alsdan het wederafstaan van de goederen aan de provinciën, gemeenten of aan de openbare inrichtingen toegelaten.

De bestemming van de opbrengst van de vereffening wordt behandeld in art. 17, 18 en 19. Er dient wel verstaan dat, overeenkomstig het Verdrag van Versailles, de beschikkingen van de artikelen slechts de baten betreffen, na aftrek van de bevoorrechte, hypothecaire en onbevoorrechte lasten.

Bij artikel 20 worden de beschikkingen van het wet-besluit van 10 November 1918, waarbij de controle over de in-bewaarderhand-stellingen aan het openbaar ministerie toegekend werd, verder bevestigd, uitgebreid en omschreven.

Artikel 21 gaat over de instelling van de hooger bedoelde kommissie voor advies.

Bij toepassing van het Verdrag van Versailles, § 10 van de bijlage van Afdeling IV, Deel X, dienen de vereffeningen uitgebreid tot de aandeelen welke Duitsche onderhoorigen in vennootschappen bezitten zelfs wanneer de titels van die aandeelen zich niet in België bevinden.

Het gebeurde reeds vóór den datum van het kracht worden van het Verdrag van Versailles, dat soortgelijke titels in het buitenland te goeder trouw regelmatig werden verhandeld met toestemming van de Regeering, in gevallen waarin deze toestemming bij toepassing van het Koninklijk besluit van 20 Februari 1919 gevergd werd, ter opheffing van het bij wet-besluit van 10 November 1916 uitgevaardigd verbod van economische betrekkingen met den vijand.

Deze verrichtingen hebben in 't algemeen, het vervangen van Duitschë door Belgische aandeelen, en alzoo de nationaliseering van de daarin betrokkene ondernemingen ten doel en ten gevolge gehad. Zij strookten dus met 's lands economische belangen. Diensvolgens wordt bij artikel 22 bepaald dat men de vervreemdingen waarvan sprake niet kan aantasten. Met afwijking van artikel 10, wordt den Minister van Staathuishoudkundige Zaken bij hetzelfde artikel de macht opgedragen om naderhand tot nieuwe verrichtingen van denzelfden aard zijne toestemming te verleen; er zal alsdan,

zooals hooger gezegd, afgeweken worden {van den regel van de rechterlijke vereffening. De Minister zal verplicht zijn het advies van de Commissie voor advies in te nemen.

Ten slotte wordt bij artikel 23 de uitbreiding voorzien van de beschikkingen van het ontwerp, zooals hierboven bedoeld, tot de goederen, rechten en aandeelen van de onderhoorigen van andere vijandlijke natiën dan Duitschland.

De Minister van Justitie,

ÉMILE VANDERVELDE.

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

HENRI JASPAR.



PROJET DE LOI

sur le séquestre et la liquidation des
biens ennemis.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres
de la Justice et des Affaires Econo-
miques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres de la Justice et des
Affaires Economiques présenteront en
Notre nom aux Chambres législatives
le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

En exécution de l'article 297 du
Traité de Versailles du 28 juin 1919,
seront réglées par les dispositions de la
présente loi : la déclaration, la mise
sous séquestre, la liquidation et l'at-
tribution de tous les biens, droits et
intérêts appartenant, à la date de
la mise en vigueur du Traité, à
des ressortissants allemands ou à des
sociétés contrôlées par eux sur le
territoire national, non compris le ter-
ritoire nouveau cédé à la Belgique en
vertu du Traité.

WETSONTWERP

op het in-bewaarderhand-stellen en
vereffenen van de goederen der
vijandelijke onderdanen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil.*

Op de voordracht van Onze Minis-
ters van Justitie en van Staathuis-
houdkundige Zaken,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Onze Ministers van Justitie en van
Staathuishoudkundige Zaken zullen
uit Onzen naam bij de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp indienen,
waarvan hierna den inhoud :

ARTIKEL EÉN.

Ter uitvoering van artikel 297 van
het verdrag van Versailles van 28 Juni
1919, zullen bij de beschikkingen van
deze wet worden geregeld : aangifte,
in-bewaarderhand-stelling, vereffe-
ning en toebedeeling van alle goe-
deren, rechten en aandeelen, toebeho-
rende, den dag van het kracht worden
van het verdrag, aan Duitse onder-
hoorigen of aan vennootschappen door
hen gecontroleerd, op het grondgebied
des rijks, behoudens op het krachtens
het Verdrag aan België afgestaan
nieuw grondgebied.

ART. 2.

Ne sont pas considérés comme ressortissants allemands au sens de l'article premier :

1° Ceux qui, en vertu du Traité de paix, acquièrent de plein droit la nationalité d'une puissance alliée ou associée à la Belgique ou la nationalité d'une puissance neutre, à moins que, faisant usage d'une faculté concédée par le Traité, ils n'aient opté en faveur de l'Allemagne.

2° Ceux qui, en vertu de l'article 36 du Traité de Paix, acquerront de plein droit la nationalité belge.

3° Ceux qui, en vertu de l'article 4 de la loi du 25 octobre 1919, acquerront de plein droit la nationalité belge, mais seulement à partir du jour où le transfert de la souveraineté sera devenu définitif et à moins que les intéressés, usant d'une faculté concédée par la loi, n'aient opté en faveur de l'Allemagne.

4° Ceux qui, en vertu des dispositions du Traité de paix, à l'exception de l'article 49, peuvent acquérir de plein droit, à l'issue d'un plébiscite, la nationalité d'une puissance alliée ou associée à la Belgique ou la nationalité d'une puissance neutre, mais seulement à partir du jour où le transfert de la souveraineté sera devenu définitif et à moins que les intéressés, usant d'une faculté concédée par le Traité, n'aient opté en faveur de l'Allemagne.

ART. 3.

Les biens, droits et intérêts des

ART. 2.

Worden niet aanzien als Duitsche onderhoorigen in den zin van artikel één :

1° Zij die op grond van het Vredesverdrag van rechtswege de nationaliteit van eene met België geallieerde of geassocieerde mogendheid of de nationaliteit van eene neutrale mogendheid verkrijgen, ten ware zij gebruik hebben gemaakt van een recht hun toegestaan bij het Verdrag, om de Duitsche nationaliteit te verkiezen.

2° Zij die op grond van artikel 36 van het Vredesverdrag, van rechtswege het Belgische burgerschap verkrijgen.

3° Zij die krachtens artikel 4 van de wet van 25 October 1919, van rechtswege het Belgisch burgerschap verkrijgen doch alleenlijk van den dag af waarop de soevereiniteit voorgoed zal overgedragen zijn, ten ware de belanghebbenden, het hun bij de wet toegestaan recht te baat hebben genomen om de Duitsche nationaliteit te verkiezen.

4° Zij die, bij uitzondering van de bij artikel 49 van het Vredesverdrag bedoelde rechthebbenden, krachtens dit verdrag van rechtswege na eene volksstemming, de nationaliteit verkrijgen van eene met België geallieerde of geassocieerde mogendheid of de nationaliteit van eene neutrale mogendheid, maar alleenlijk van den dag af, waarop de soevereiniteit voorgoed zal overgedragen zijn, ten ware de belanghebbenden het hun bij de wet verleend recht te baat hebben genomen om de Duitsche nationaliteit te verkiezen.

ART. 3.

De goederen, rechten en aandeelen

personnes appartenant aux deux premières catégories énumérées dans l'article précédent ne sont pas soumis aux mesures prévues par la présente loi.

Ceux des personnes appartenant aux deux dernières catégories sont soumis aux mesures de déclaration et de séquestre, mais non à celles de liquidation et d'attribution, à moins que ces personnes ne conservent la nationalité allemande à l'issue de la consultation ou du plébiscite ou qu'ils ne la recouvrent par voie d'option. La mainlevée du séquestre ne pourra être demandée qu'à partir du transfert définitif de la souveraineté et pour autant que les intéressés n'aient pas opté en faveur de l'Allemagne.

ART. 4.

Sont exclus en outre des mesures de déclaration, de séquestre, de liquidation et d'attribution prévues par la présente loi, les biens, droits et intérêts visés à l'article premier et rentrant dans les catégories suivantes :

1° Ceux qui font partie de la succession d'un ressortissant allemand décédé depuis le 10 novembre 1918, lorsque cette succession, hormis la part revenant au conjoint survivant, est dévolue en totalité à des parents en ligne directe de nationalité belge.

2° Ceux qui appartiennent à une femme mariée qui a perdu sa nationalité belge, alliée ou associée uniquement par l'effet de son mariage, à moins que son mariage n'ait été contracté postérieurement au 4 août 1914, ou qu'elle n'ait, au cours de la guerre, participé à un acte hostile à la Belgique, à ses alliés ou associés.

van de in de twee eerste categorieën van voorgaand artikel begrepen personen, worden niet onderworpen aan de maatregelen voorzien bij deze wet.

Deze van personen, behoorende tot de twee laatste categorieën worden onderworpen aan de maatregelen van aangifte en in-bewaarderhand-stelling, maar niet aan die van vereffening en toebedeeling, tenzij zij, na het volksreferendum of de volksstemming de Duitse nationaliteit behouden of ze bij keuze verkrijgen. De opheffing der in-bewaarderhand-stelling kan slechts worden aangevraagd na de bepaalde lijke overdracht van de soevereiniteit en in zoover de betrokkenen de Duitse nationaliteit niet hebben verkozen.

ART. 4.

Zijn bovendien uitgesloten van de maatregelen van aangifte, in-bewaarderhandstelling, vereffening en toebedeeling voorzien bij deze wet, de goederen, rechten en aandeelen bedoeld bij artikel één en vallende in hiernastaaude categorieën :

1° Zij welke deel uitmaken van de nalatenschap van eenen sedert 10 November 1918 overleden Duitschen onderhoorige, wanneer deze nalatenschap, behoudens het aan den overlevenden echteling toekomende aandeel, gansch overgaat aan bloedverwanten in rechtstreeksche linie van Belgische nationaliteit.

2° Zij welke toebehooren aan een gehuwde vrouw, die haar Belgisch burgerschap of hare nationaliteit van eene geallieerde of geassocieerde mogendheid alleenlijk door haar huwelijk heeft verloren, ten ware haar huwelijk voltrokken werd na den 4^{en} Augustus 1914, of dat zij, tijdens den oorlog, vrijwillig deel genomen hadde

3° Les maisons qui, habitées par le propriétaire, appartiennent à des ressortissants allemands ayant résidé en Belgique, sans interruption, pendant 10 ans au moins, avant le 4 août 1914, ainsi que les meubles meublant les dites maisons, à condition que les intéressés n'aient, au cours de la guerre, participé à aucun acte hostile à la Belgique, à ses alliés ou associés.

4° Ceux qui appartiennent à un ressortissant allemand qui a servi avec honneur dans les armées belges, alliées ou associées, ou qui a rendu à la Belgique, pendant la guerre, d'autres services signalés.

5° Ceux qui appartiennent à un ressortissant allemand dont un ou plusieurs descendants ou alliés en ligne descendante ont servi avec honneur dans les armées belge, alliées ou associées, à condition qu'il ait établi sa résidence en Belgique avant le 4 août 1914 et que, pendant la guerre, il n'ait participé à aucun acte hostile à la Belgique, à ses alliés ou associés.

6° Les pensions et prestations ayant un caractère alimentaire.

ART. 5.

Ne seront pas soumis à liquidation les mobiliers privés ainsi que tous les objets ayant un caractère de souvenir de famille, à l'égard desquels l'État n'userait pas de son droit de rétention.

aan eene tegenover België of zijne bondgenooten vijandelijke daad.

3° De door den eigenaar bewoonde huizen, welke toebehooren aan duitse onderhoorigen, die vóór den 4ⁿ Augustus 1914, gedurende minstens 10 jaar zonder onderbreking in België hebben verbleven, alsmede het huisraad dezer woningen, op voorwaarde dat de betrokkenen tijdens den oorlog geen deel genomen hebben aan eene tegenover België of zijne geallieerden of geassocieerden vijandelijke daad.

4° Zij welke toebehooren aan eenen duitsehen onderhoorige die eervol in het Belgisch leger of in de legers van de geallieerde of geassocieerde mogendheden heeft gediend, of andere uitstekende diensten heeft bewezen aan België tijdens den krijg.

5° Zij welke toebehooren aan eenen duitsehen onderhoorige, van denwelke een of meer nazaten of bloedverwanten in nederdalende linie eervol in het Belgisch leger of in de geallieerde legers hebben gediend, mits hij vóór 4ⁿ Augustus 1914 zijn verblijf in België hebbe gevestigd en tijdens den oorlog zich onthouden hebbe van alle deelneming aan eene tegenover België of zijne geallieerden of geassocieerden vijandelijke daad.

6° De tot onderhoud strekkende jaargelden en uitkeeringen.

ART. 5.

De private meubelen alsook alle familieherinneringsvoorwerpen, ten aanzien waarvan de Staat van zijn recht van weerhouding niet zoude gebruik maken, zullen aan geene vereffening worden onderworpen.

ART. 6.

Dans les cas visés aux articles 2, 4 et 5, le Ministère public ainsi que tout intéressé peuvent demander la mainlevée du séquestre, par requête adressée au Président du Tribunal du lieu de la séquestration. Le Président statuera sur la requête conformément aux règles établies par les lois de procédure en matière de référés civils et après avoir pris, le cas échéant, l'avis du Ministère public.

L'appel sera recevable abstraction faite de toute évaluation et sera jugé d'après les mêmes règles. Le droit d'appel appartient au Ministère public et à tout intéressé partie en première instance.

L'appel est suspensif.

La cessation de la mise sous séquestre n'invalide aucun des actes régulièrement établis par le séquestre durant sa mission. Les frais restent à charge de la masse séquestrée.

ART. 7.

Lorsque, dans les cas visés aux articles 2 et 4, des biens, droits et intérêts ont déjà été liquidés par application de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 et de l'arrêté royal du 18 avril 1919, le produit de la liquidation, déduction faite des frais, sera attribué aux personnes lésées par cette mesure ou à leurs ayants-droit.

ART. 6.

Het openbaar Ministerie alsmede elk belanghebbende kan, in de gevallen bedoeld bij artikelen 2, 4 en 5, de heffing van de in-bewaarderhand-stelling aanvragen bij middel van een verzoekschrift gericht aan den voorzitter van de Rechtbank van de plaats der in-bewaarderhand-stelling. De voorzitter zal over het verzoekschrift uitspraak doen overeenkomstig de wetten van rechtspleging in zake burgerlijke kortgedingen, en na, in voorkomend geval, het advies van het openbaar ministerie te hebben ingenomen.

Het beroep zal ontvankelijk zijn, afgezien van alle schatting en daarover zal er naar dezelfde regelen uitspraak worden gedaan. Het recht op hooger beroep behoort aan het Openbaar Ministerie en aan allen belanghebbende, partij in eersten aanleg.

Het beroep is schorsend.

Het ophouden van de in-bewaarderhand-stelling maakt geene door den bewaarder gedurende zijne zending regelmatig verrichte daad ongeldig. De kosten blijven ten laste van den in-bewaarderhand-gestelden boedel.

ART. 7.

Wanneer er bij artikelen 2 en 4 bedoelde gevallen behorende goederen, rechten en aandeelen bij toepassing van het wet-besluit van 10^{en} November 1918, en van het koninklijk besluit van 18 April 1919, reeds vereffend werden, zal de opbrengst van de vereffening, na aftrek van de kosten, toegewezen worden aan de door deze maatregelen benadeelde personen of aan hunne rechthebbenden.

Toutefois, en ce qui concerne les biens appartenant aux personnes visées à l'article 2, 3° et 4°, l'attribution du produit de la liquidation ne se fera de la manière spécifiée ci-dessus qu'à partir du transfert définitif de la souveraineté, et pour autant que les intéressés n'aient pas opté en faveur de l'Allemagne.

Si, dans les cas visés au présent article, il y a désaccord entre les liquidateurs et les ayants-droit, le président qui a rendu l'ordonnance de liquidation statue en dernier ressort sur requête, après avoir pris l'avis du Ministère public.

ART. 8.

Tous les biens, droits et intérêts visés à l'article 4^{er} et ne rentrant dans aucune des catégories exceptionnelles dont il est question aux articles 2, 4 et 5, seront déclarés et mis sous séquestre, conformément à l'arrêté-loi du 10 novembre 1918, s'ils ne l'ont déjà pas été par application du dit arrêté-loi.

ART. 9.

Les biens, droits et intérêts séquestrés seront liquidés conformément à la présente loi, s'ils ne l'ont pas déjà été par application de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 et de l'arrêté royal du 18 avril 1919.

ART. 10.

La liquidation est autorisée par ordonnance du président du Tribunal de première instance du lieu de la

Wat betreft de aan bij artikelen 2, 3° en 4°, bedoelde personen toebehorende goederen, zal de toewijzing van de opbrengst der vereffening slechts op hierboven bepaalde wijze geschieden van af de bepaaldelijke overdracht van de soevereiniteit en zoover de belanghebbenden de Duitse nationaliteit niet hebben verkozen.

Zijn, in de bij onderhavig artikel bedoelde gevallen, de vereffenaars en belanghebbenden het niet eens, zoo doet de Voorzitter die het bevel tot vereffening heeft uitgesproken bij hoogstgewijsde uitspraak op aanzoek, na het advies van het openbaar ministerie te hebben ingenomen.

ART. 8.

Al de bij artikel één bedoelde goederen, rechten en aandeelen, die niet behoreen tot de uitzonderingscategorieën, waarvan sprake bij artikelen 2, 4 en 5, zullen aangegeven en in bewaarderhand worden gesteld overeenkomstig het wet-besluit van 10^{en} November 1918, zoo zulks bij toepassing van voormeld wet-besluit nog niet is geschied.

ART. 9.

De in bewaarderhand gestelde goederen, rechten en aandeelen zullen vereffend worden overeenkomstig deze wet, zoo bij toepassing van het wet-besluit van 10^{en} November 1918 en van het koninklijk besluit van 18^{en} April 1910, zulks nog niet is geschied.

ART. 10.

Er wordt tot vereffening machtiging verleend, op bevel van den voorzitter van de Rechtbank van eersten aanleg

séquestration. Cette ordonnance est rendue sur requête du séquestre déterminant l'époque, les conditions et les modalités de la liquidation.

Le président ne statue qu'après avoir entendu le Ministère public. Si les biens et intérêts dont la liquidation est demandée ont, d'après l'inventaire fait par le séquestre, une valeur supérieure à 50,000 francs, il prend, en outre, l'avis de la commission consultative constituée comme il est dit à l'article 21.

Cette Commission fixera le prix minimum de la mise en vente.

La vente a lieu par adjudication publique. Il peut toutefois être dérogé à cette règle dans des cas exceptionnels, mais seulement de l'avis conforme du séquestre et du Ministère public et éventuellement de la commission consultative, lorsque les biens et intérêts ont une valeur supérieure à 50,000 francs, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

ART. 11.

Le Ministère public peut interjeter appel de l'ordonnance rendue par le président.

L'appel est suspensif.

Il sera recevable abstraction faite de toute évaluation et soumis aux règles de la procédure en matière de référés civils.

ART. 12.

La liquidation s'opère, conformément aux prescriptions de l'ordonnance, par les soins du séquestre.

van de plaats der in-bewaarderhandstelling. Dit bevel wordt uitgevaardigd op verzoekschrift van den bewaarder, houdende bepaling van het tijdstip, van de voorwaarden en van de wijzen van de vereffening.

De Voorzitter doet slechts uitspraak na het Openbaar Ministerie te hebben gehoord. Zoo de goederen en aandelen waarvan de vereffening wordt gevraagd, naar den door den bewaarder opgemaakten inventaris, meer dan 50,000 frank waarde hebben, wint hij bovendien het advies in van de Commissie voor advies, ingesteld zooals gezegd bij artikel 21.

Deze Commissie zal de minimumprijs van de tekoopstelling vaststellen.

De verkoop heeft plaats bij openbare tekoopstelling. Er kan echter van dezen regel afgeweken worden in uitzonderingsgevallen maar alleenlijk bij eensluidend advies van bewaarder en openbaar Ministerie en desvoorkomend van de commissie voor advies, wanneer de goederen en aandelen meer dan 50,000 frank waarde hebben, zooals hierboven is gezegd.

ART. 11.

Het openbaar Ministerie kan hooger beroep inslaan tegen het door den Voorzitter uitgevaardigd bevel.

Het beroep is schorsend.

Het zal ontvankelijk zijn, afgezien van alle schatting en onderworpen worden aan de regelen der rechtspleging in zake burgerlijke kortgedingen.

ART. 12.

De vereffening wordt overeenkomstig de voorschriften van het bevel door het toedoen van den bewaarder bewerkstelligd.

Le président peut, s'il le juge utile, lui adjoindre un ou plusieurs liquidateurs.

ART. 13.

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux demandes de liquidation introduites par application de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 et de l'arrêté royal du 18 avril 1919.

ART. 14.

L'Etat peut, jusqu'au moment de la vente, notifier au séquestre qu'il entend retenir tout ou partie des biens, droits et intérêts placés sous séquestre.

Le séquestre des biens, droits et intérêts passe, dans ce cas, immédiatement à l'administration des domaines qui est substituée aux droits et obligations du séquestre nommé par le Président du Tribunal.

ART. 15.

Dans le cas où l'Etat désirerait acquérir tout ou partie des biens, droits et intérêts placés sous séquestre, l'Administration des domaines en fait la notification au Procureur du Roi.

Ces biens, droits et intérêts sont alors portés en compte à l'Etat au prix minimum fixé par la commission consultative.

ART. 16.

L'Administration des domaines, qui a exercé au compte de l'Etat le droit dont il s'agit à l'article 15, a la faculté

De Voorzitter kan dezen een of meer vereffenaars toevoegen, zoo hij het oorbaar acht.

ART. 13.

De beschikkingen van deze wet zijn toepasselijk op de aanvragen tot vereffening ingediend bij toepassing van het wet-besluit van 10 November 1918 en van het koninklijk besluit van 18 April 1919.

ART. 14.

De Staat kan, tot op het oogenblik van den verkoop, den bewaarder be-teekenen dat het in zijne bedoeling ligt de in bewaarderhand gestelde goederen, rechten en aandeelen te zamen of gedeeltelijk te weerhouden.

De in-bewaarderhand-stelling gaat in dit geval onmiddellijk over tot het beheer van domeinen, dat in rechten en verplichtingen wordt gesteld van den door den voorzitter der rechtbank benoemden bewaarder.

ART. 15.

In geval dat de Staat in bewaarderhand gestelde goederen, rechten en aandeelen te zamen of deels zou willen aanwerven, geeft het beheer van Domeinen daarvan kennis aan den Prokureur des Konings.

Deze goederen, rechten en aandeelen worden den Staat in rekening gebracht tegen den minimum prijs, bepaald door de Commissie voor advies.

ART. 16.

Het beheer van Domeinen dat op rekening van den Staat het recht heeft uitgeoefend, waarvan sprake bij

de rétrocéder sans frais et à l'amiable aux provinces, aux communes et aux établissements publics, les biens ainsi acquis.

ART. 17.

Seront prélevés sur le produit de la liquidation, même si celle-ci a été faite antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi :

1° Les frais de séquestre et de liquidation.

2° Les sommes nécessaires pour attribuer aux descendants belges des ressortissants allemands dont les biens ont été liquidés, une indemnité proportionnée à la part successorale qui leur revient ou qui leur reviendrait, en cas d'ouverture de la succession, dans le produit des biens liquidés.

Cette disposition est applicable aux héritiers en ligne directe de nationalité alliée ou associée, à charge de réciprocité.

Si, dans les cas visés au 2° du présent article, il y a désaccord entre les liquidateurs et les ayant-droits, le président qui a rendu l'ordonnance de liquidation statue en dernier ressort sur requête, après avoir pris l'avis du Ministère Public.

ART. 18.

Le solde net de la liquidation est versé au Trésor pour recevoir l'affectation prévue par l'article 297, littéra h) du Traité de Versailles.

artikel 15, vermag de alzoo aangeworven goederen zonder kosten en in der minne wederafstaan aan de provinciën, gemeenten en openbare inrichtingen.

ART. 17.

Zullen voorafgenomen worden op de opbrengst der vereffening, zelfs zoo deze het van kracht worden van deze wet is voorafgegaan :

1° De kosten van in-bewaarderhandstelling en vereffening ;

2° De sommen benoodigd voor het toekennen aan de Belgische afstammelingen van de Duische onderhorigen, wier goederen vereffend werden, van eene vergoeding geëvenredigd met het deel van de nalatenschap dat hun toekomt of hun toekomen zou in geval van openvallen der erfenis, op de opbrengst der vereffende goederen.

Op de erfgenamen in rechtstreekse linie en behorende tot de nationaliteit van een geallieerd of geassocieerd land, onder beding van wederkeerigheid, kan deze beschikking toegepast worden.

Zoo in de bij 2° van dit artikel bedoelde gevallen, vereffenaars en rechthebbers het niet eens zijn, doet de voorzitter, die het bevel tot vereffening heeft gegeven, in hoogst gewijsde uitspraak op aanzoek, na het advies van het Openbaar Ministerie te hebben ingewonnen.

ART. 18.

Het zuiver saldo van de vereffening wordt in de Schatkist gestort, om bestemd te worden zooals voorzien is bij artikel 297, littéra h) van het Verdrag van Versailles.

ART. 19.

Les frais de séquestre et de liquidation des entreprises dont l'actif serait insuffisant à les couvrir, ainsi que les frais généraux de contrôle de l'administration des séquestres, sont prélevés sur la masse des biens liquidés versés au Trésor conformément à l'article 18.

ART. 20.

Le contrôle des séquestres est exercé par le Ministère public qui peut requérir telles expertises que de droit.

Il peut être assisté, dans l'accomplissement de sa mission, d'un ou plusieurs fonctionnaires des domaines désignés par le Ministère des Finances à la demande du Procureur Général.

Ces fonctionnaires pourront être chargés de dresser, à l'intervention des séquestres, les actes relatifs à la liquidation.

ART. 21.

Il est institué au siège de chaque Cour d'Appel, une Commission consultative présidée par le Procureur Général près la Cour d'Appel et dont les membres sont nommés par le Roi, sur une liste double présentée par ce magistrat.

Un arrêté royal fixe le nombre des membres de ces Commissions consultatives, règle le fonctionnement de celles-ci et détermine les indemnités à allouer à leurs membres et à leur personnel.

ART 19.

De kosten van in-bewaarderhandstelling en vereffening van de ondernemingen waarvan de balen ontoereikend zouden zijn om deze te dekken zoomede de algemeene toezichtskosten van het beheer der bewaarders, worden voorafgenomen op den boedel van de in de Schatkist overeenkomstig artikel 18 gestorte vereffende goederen.

ART. 20.

De controle over de in-bewaarderhandstellingen wordt uitgeoefend door het Openbaar Ministerie dat zoodanige deskundige onderzoekingen als naar rechten kan vorderen.

Het kan, bij het volbrengen zijner taak, bijgestaan worden door een of meer ambtenaren van Domeinen, aangeduid door den Minister van Financiën op verzoek van den Prokureur Generaal.

Deze ambtenaren kunnen op aanzoek der bewaarders worden belast met het opmaken van de akten rakende de vereffening.

ART. 21.

Ten zetel van elk Hof van beroep wordt eene kommissie voor advies ingesteld, voorgezeten door den Prokureur Generaal bij het Hof van beroep en waarvan de leden worden benoemd door den Koning op een dubbele lijst ingediend door dezen magistraat.

Een koninklijk besluit bepaalt het aantal leden dezer kommissiën voor advies, regelt dezer werking en bepaalt de aan hare leden en personeel toe te kennen vergoedingen.

Le Roi peut prendre toutes autres dispositions propres à assurer l'exécution de la présente loi.

ART. 22.

Sont valables, tous actes de gestion et de disposition accomplis de l'assentiment du Ministre des Affaires Economiques avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, au bénéfice de ressortissants belges, alliés, associés ou neutres.

Par dérogation à l'article 10 de la présente loi, le Ministre des Affaires Economiques peut, après avoir pris l'avis de la Commission consultative, autoriser la cession, à des ressortissants belges, des actions, obligations ou autres valeurs mobilières des sociétés visées au paragraphe 10 de l'annexe à la Section IV de la partie X du Traité de Versailles.

ART. 25.

Les dispositions de la présente loi seront applicables aux biens, droits et intérêts appartenant à des ressortissants de nations ennemies ou de nations alliées à l'Allemagne, si les traités conclus ou à conclure avec ces nations accordent au Gouvernement belge des droits analogues à ceux que consacre la Section IV de la partie X du Traité de Versailles.

Donné à Bruxelles, le 27 janvier 1920.

De Koning kan alle andere gepaste beschikkingen treffen, tot de zekere uitvoering van deze wet.

ART. 22.

Zijn geldig : alle daden van beheer en van beschikking verricht met toestemming van den Minister van Staatshuishoudkundige Zaken, vóór den datum van het van kracht worden van deze wet, ten voordeele van Belgische, geallieerde, geassocieerde of neutrale onderhoorigen.

Met afwijking van artikel 10 van deze wet, kan de Minister van Staatshuishoudkundige Zaken, na het advies van de Commissie voor advies te hebben ingenomen, de overlating aan Belgische onderhoorigen toestaan van aandeelen, schuldbrieven of andere roerende waarden van de bij paragraaf 10 van de bijlage van Afdeling IV, van deel X van het Verdrag van Versailles bedoelde vennootschappen.

ART. 25.

De beschikkingen van deze wet zullen toepasselijk zijn op de goederen, rechten en aandeelen toebehoorende aan onderhoorigen van vijandelijke of van met Duitschland verbonden natiën, zoo de met deze natiën gesloten of te sluiten verdragen aan de Belgische Regeering gelijke rechten verleen en aan die welke Afdeling IV van deel X van het Verdrag van Versailles vastlegt.

Gegeven te Brussel, den 27 Januari 1920.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van s' Konings wege :
De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

Le Ministre des Affaires Economiques,

De Minister van Staatshuishoudkundige Zaken,

HENRI JASPAR.